

## **Bulletin de la prévoyance professionnelle n°45**

du 19 avril 1999

### **EDITION SPECIALE**

268 Avoirs oubliés des caisses de pension: Mis en vigueur et ordonnance d'application

Les dispositions relatives à la réglementation des avoirs oubliés entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 1999. Nous vous informons par le biais de cette édition spéciale:

- des modifications de la loi sur le libre passage et de l'ordonnance sur le libre passage;
- du texte de la loi;
- du texte de l'ordonnance dans sa version non officielle;
- du commentaire.

**Suite au nouveau formatage, il peut en résulter des différences de pagination entre les versions imprimée et électronique.**

Le bulletin est un simple moyen d'information de l'OFAS. Son contenu n'a valeur de directives que lorsque cela est indiqué expressément.

## **268 Avoirs oubliés des caisses de pension: Mis en vigueur et ordonnance d'application**

Le Conseil fédéral vient de décider de l'entrée en vigueur, au 1<sup>er</sup> mai 1999, de la loi sur le libre passage concernant la question des avoirs oubliés du 2<sup>ème</sup> pilier. Par la même occasion, il a adopté les modifications y relatives dans l'ordonnance précitée, dont l'entrée en vigueur est également fixée au 1<sup>er</sup> mai 1999. Vous trouverez ci-après, à titre d'information, un exemplaire des modifications législatives, ainsi que du texte de l'ordonnance, dans sa version non officielle, ainsi que le commentaire. Seul le texte publié dans le Recueil officiel des lois fédérales (RO) fait foi.

Depuis le 1<sup>er</sup> mai, le fonds de garantie LPP fonctionne en tant que Centrale du 2<sup>ème</sup> pilier, chargée de recueillir les informations relatives aux avoirs non réclamés existant auprès des institutions de prévoyance et de libre passage (fondations bancaires et institutions d'assurances).

Les demandes de renseignements devront dorénavant être adressées au fonds de garantie. L'OFAS transmettra au fonds de garantie les demandes pendantes auprès de lui dès l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions légales.

### **Quelles sont les changements importants pour les institutions de prévoyance?**

Les institutions de prévoyance et les institutions qui gèrent des comptes ou des polices de libre passage doivent, conformément aux articles 24b alinéas 2 et 3 et 24c LFLP, annoncer à la Centrale du 2<sup>ème</sup> pilier, les données relatives aux assurés avec lesquels elles n'ont plus de contacts. A cet effet, elles disposent d'un délai échéant au 31 décembre 1999 pour annoncer à la Centrale du 2<sup>ème</sup> pilier, la première fois, tous les comptes dormants auprès d'elles. Par la suite, l'annonce se fait chaque année.

## **Ordonnance sur le libre passage dans la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité**

**(Ordonnance sur le libre passage, OLP)**

### **Modification du**

---

*Le Conseil fédéral suisse*

*arrête :*

**I**

L'ordonnance du 3 octobre 1994 sur le libre passage<sup>1</sup> est modifiée comme suit :

### **Section 2a : Centrale du 2<sup>e</sup> pilier (nouvelle)**

*Art. 19a*      Registre des avoirs oubliés

<sup>1</sup> La Centrale du 2<sup>e</sup> pilier tient un registre central dans lequel figurent :

- a. les avoirs oubliés au sens de l'art. 24a LFLP<sup>2</sup>;
- b. les comptes et polices de libre passage d'assurés avec lesquelles les institutions concernées ne peuvent plus établir de contact (art. 24b al. 2 LFLP);
- c. les données de tous les assurés au sens de l'art. 24b al. 3 LFLP.

<sup>2</sup> Le fonds de garantie est responsable de la tenue et de la gestion du registre. Il veille en particulier à l'observation des dispositions de la législation sur la protection des données et à la sécurité des données.

<sup>3</sup> Le registre doit contenir les données suivantes :

- a. le nom, prénom, date de naissance et numéro AVS des personnes assurées;
- b. les noms des institutions de prévoyance ou des institutions qui gèrent des comptes ou des polices de libre passage pour les assurés en question.

*Art. 19b*      Consultation du registre

Le registre peut être consulté par :

- a. l'office fédéral des assurances sociales (OFAS);
- b. les autorités cantonales de surveillance

---

<sup>1</sup> RS 831.425; RO ...

<sup>2</sup> RS 831.42; RO... (FF 1998 4988)

*Art. 19c* Obligation d'annoncer

<sup>1</sup> Les institutions de prévoyance ou les institutions qui gèrent des comptes ou des polices de libre passage annoncent les assurés à la Centrale du 2<sup>e</sup> pilier, dans la mesure où elles ne peuvent plus atteindre la personne concernée.

<sup>2</sup> Les institutions de prévoyance et les institutions qui gèrent des comptes ou des polices de libre passage et qui renoncent au contact périodique, annoncent à la Centrale du 2<sup>e</sup> pilier les données de tous les assurés, au moins une fois par année (art. 24b al. 3 LFLP).

*Art. 19d* Droit des assurés et des bénéficiaires

<sup>1</sup> La Centrale du 2<sup>e</sup> pilier informe les assurés qui le demandent sur les institutions qui pourraient détenir des avoirs de prévoyance, des comptes ou des polices de libre passage.

<sup>2</sup> En cas de décès de l'assuré, la même obligation d'informer vaut à l'égard des bénéficiaires.

*Art. 19e* Rapport

Le fonds de garantie présente, dans son rapport annuel, un commentaire relatif au fonctionnement de la Centrale du 2<sup>e</sup> pilier, notamment s'agissant des demandes reçues ainsi que du nombre des cas traités et liquidés.

*Art. 19f* Financement

<sup>1</sup> Le fonds de garantie couvre les coûts engendrés par la Centrale du 2<sup>e</sup> pilier; ceux-ci sont comptabilisés séparément, au sens de l'art. 16 de l'ordonnance sur le "fonds de garantie LPP" (OFG)<sup>3</sup>.

Le fonds de garantie peut prélever, à la fin de l'année civile, une cotisation pour la couverture des coûts résultant de la transmission de cas auprès des institutions qui gèrent des comptes ou des polices de libre passage.

---

<sup>3</sup> RS 831.432.1

*Art. 23a* Disposition transitoire relative à la modification de la LFLP<sup>4</sup> du 18 décembre 1998

<sup>1</sup> Les institutions de prévoyance et les institutions qui gèrent des comptes ou des polices de libre passage doivent avoir rempli leur obligation d'assurance au sens des art. 24a et 24b al. 2 et 3 LFLP, la première fois jusqu'au 31 décembre 1999.

<sup>2</sup> Les demandes des assurés et des bénéficiaires, pendantes auprès de l'Office fédéral des assurances sociales, au moment de l'entrée en vigueur de cette modification (art. 19 al. 3 et 4), sont transmises à la Centrale du 2<sup>e</sup> pilier pour la poursuite de la procédure.

## II

L'ordonnance du 22 juin 1998<sup>5</sup> sur le "fonds de garantie LPP" (OFG) est modifiée comme suit :

*Art. 26a* Garantie d'avoirs oubliés (nouveau)

Le fonds de garantie garantit le montant des avoirs oubliés laissés dans des institutions de prévoyance liquidées dans la mesure où l'assuré justifie l'existence de l'avoir, auprès de l'institution de prévoyance liquidée.

## III

La présente modification entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 1999.

.....

Au nom du Conseil fédéral suisse :

La présidente de la Confédération, Ruth Dreifuss  
Le chancelier de la Confédération, François Couchepin

---

<sup>4</sup> RS 831.42; RO 1999.... (FF 1998 4988)

<sup>5</sup> RS 831.432.1

## COMMENTAIRES de l'ordonnance sur le libre passage

---

### I. Introduction

La présente ordonnance règle les questions de procédure applicables aux nouvelles dispositions de la loi sur le libre passage en ce qui concerne les avoirs oubliés des caisses de pensions. La procédure se déroule entre les caisses de pensions, les institutions qui gèrent des comptes ou des polices de libre passage, la Centrale de compensation et la Centrale du 2<sup>ème</sup> pilier.

La Centrale du 2<sup>ème</sup> pilier recueille les données émanant des institutions régissant la prévoyance au sens large et communique avec la Centrale de compensation de l'AVS. Il ne lui appartient toutefois pas de s'assurer du versement effectif des fonds auprès des bénéficiaires.

Le fait qu'un organisme central stocke les données permettra aux assurés, de retrouver les éventuels avoirs oubliés.

Le texte de loi fait référence à des institutions qui gèrent des comptes ou des polices de libre passage. Toutefois, dans le présent commentaire, on se référera au terme usuel d'institution de libre passage.

Bien que la loi prévoit que les questions techniques sont réglées par une ordonnance du DFI, la procédure de consultation a démontré que, au stade actuel, une telle ordonnance n'était pas indispensable. Le DFI examinera, cas échéant, si par la suite une telle ordonnance s'avérera utile.

### II. Commentaires des articles

Ad article 19a    Registre des avoirs oubliés

*L'alinéa 1* institue le principe d'un registre central dans lequel sont inscrits les avoirs oubliés au sens de la loi, ainsi que les comptes ou polices mentionnés conformément à l'article 24b alinéas 2 et 3 LFLP. Ainsi, le registre sert de support des données reçues à la Centrale du 2<sup>ème</sup> pilier. Toutes les données sont automatiquement enregistrées sur ce registre, qu'elles émanent de caisses de pensions ou d'institutions qui gèrent des comptes (fondations bancaires) ou des polices (fondations d'assurance) de libre passage. Il en va de même des données résultant de l'annonce globale des assurés, qui seront surtout le fait des institutions d'assurance.

*L'alinéa 2* prévoit que le fonds de garantie, qui fonctionne comme organisme central du 2<sup>ème</sup> pilier, tient ce registre, sous une forme qu'il décide lui-même. En principe, le registre sera tenu sous forme informatisée. Toutefois, le fonds de garantie doit

appliquer les dispositions de la législation sur la protection des données et doit s'assurer que les données figurant sur le registre soient sauvegardées conformément à la loi sur la protection des données.

Les données mentionnées sur le registre sont celles qui permettent à la fois l'identification de l'assuré et la localisation de la fondation ayant un avoir, un compte ou une police en son nom, selon l'alinéa 3. Pour l'assuré, ses données personnelles, ainsi que son numéro AVS sont mentionnés. En outre, toutes les institutions qui ont un avoir sous une forme quelconque au nom de l'assuré sont inscrites dans le registre.

#### Ad article 19b Consultation du registre

Le principe qui prévaut est celui de la consultation restreinte aux autorités (OFAS, autorités cantonales de surveillance). Le registre n'a pas de caractère public. On a voulu ainsi garantir la protection des données personnelles et éviter une consultation généralisée du registre par des tiers. En revanche, les autorités de surveillance cantonales ainsi que l'OFAS qui sont souvent sollicités par les ayants droit ou les institutions de la prévoyance ont la possibilité de consulter le registre .

#### Ad article 19c Obligation d'annoncer

*L'alinéa 1* prévoit que les institutions de prévoyance ainsi que les institutions de libre passage annoncent les assurés à la Centrale du 2<sup>ème</sup> pilier lorsqu'elles ne peuvent plus atteindre les personnes concernées. Peu importe la raison pour laquelle l'institution ne peut plus atteindre son assuré. Il suffit que ce dernier ne réponde plus aux courriers de l'institution ou que, de toute autre manière, l'institution a perdu sa trace, en raison d'un fait lié à l'assuré lui-même (déménagement, par exemple) ou d'un fait indépendant de la volonté de l'assuré (état de guerre, notamment).

*L'alinéa 2* s'applique aux institutions de prévoyance et aux institutions de libre passage qui renoncent à établir un contact périodique avec les assurés. Ces institutions sont surtout des institutions gérant des polices de libre passage. Afin que la Centrale du 2<sup>ème</sup> pilier soit en mesure de renseigner tout assuré qui le demande, la loi a prévu une procédure d'annonce périodique de l'état général des assurés. Cette annonce a lieu au minimum une fois par année. Ainsi, la Centrale du 2<sup>ème</sup> pilier sera toujours en mesure d'actualiser les données.

#### Ad article 19d Droit des assurés et des bénéficiaires

L'article 19d précise les droits des bénéficiaires à recevoir l'information de la Centrale du 2<sup>ème</sup> pilier sur les noms des institutions qui pourraient posséder des fonds de prévoyance ou de libre passage en leur faveur.

*L'alinéa 1* prévoit que les assurés ne peuvent pas faire valoir un droit direct envers la Centrale du 2<sup>ème</sup> pilier. Cette Centrale fonctionne uniquement comme un organisme

de liaison et de ce fait n'a pas la compétence de verser ou de refuser une prestation. Son rôle, tel que défini par la loi, se borne uniquement à transmettre des informations permettant d'exercer un droit. En corollaire, elle n'a pas non plus la compétence d'émettre des décisions, ne pouvant être considérée comme autorité administrative. Les assurés insatisfaits avec la Centrale ne peuvent donc pas s'adresser à une autorité judiciaire, par voie de plainte, d'action ou de recours.

Le deuxième alinéa étend le droit des assurés aux bénéficiaires, en cas de décès des assurés. Par bénéficiaires, il y a lieu d'entendre les bénéficiaires usuels au sens de la loi sur le libre passage.

#### Ad art. 19e      Rapport

Cette disposition prévoit que le fonds de garantie, en sa qualité de Centrale du 2<sup>ème</sup> pilier, fait mention, dans son rapport annuel, des travaux de la Centrale du 2<sup>ème</sup> pilier. En particulier, il établira une statistique relative aux demandes reçues, ainsi qu'au nombre de cas traités et liquidés. Par cas liquidés, il y a lieu d'entendre les cas auxquels le fonds de garantie a apporté une réponse, qu'elle soit positive ou négative.

#### Ad article 19f      Financement

*L'alinéa 1* prévoit que les frais relatifs au fonctionnement de la Centrale du 2<sup>ème</sup> pilier doivent être couverts par le fonds de garantie. Ces frais feront l'objet d'une comptabilisation séparée dans les comptes du fonds de garantie.

Toutefois, *l'alinéa 2* donne une possibilité au fonds de garantie de prélever une participation auprès des institutions de libre passage, pour la couverture des frais en question. En effet, ces institutions, contrairement aux institutions de prévoyance, ne paient pas de cotisation au fonds de garantie pour l'accomplissement de ses tâches. Il paraît donc équitable que le fonds de garantie puisse prélever une contribution annuelle pour les transmissions des cas. Le montant de la contribution sera fixée par le fonds de garantie, en fonction du volume de travail que cela représente pour lui et des frais effectifs y résultant.

#### Ad article 23a      Disposition transitoire

*L'alinéa 1* de cette disposition oblige les institutions de prévoyance ainsi que les institutions de libre passage ayant des comptes ou des polices de libre passage de les annoncer à la Centrale. En effet, l'annonce vaut également pour les comptes et polices ouverts avant l'entrée en vigueur de la modification de la loi. Cette précision est nécessaire parce que les institutions de prévoyance n'ont l'obligation de transférer les avoirs à l'institution supplétive que depuis la modification de la loi sur le libre passage au 1<sup>er</sup> janvier 1995, lorsque l'assuré sortant n'a pas indiqué un compte ou une police de libre passage auprès desquels l'institution de prévoyance doit effectuer le transfert. Les institutions disposent d'un délai expirant à la fin

décembre 1999, pour leur permettre de prendre les dispositions administratives nécessaires.

*L'alinéa 2* règle la transmission des dossiers entre l'OFAS et le fonds de garantie. Dès l'entrée en vigueur de la modification de la loi, c'est le fonds de garantie qui devient compétent pour régler la procédure et qui, de ce fait, reprendra tous les dossiers reçus par l'OFAS.

#### Ad article 26a Garantie des avoirs oubliés (nouveau)

Le Parlement a adopté une disposition visant à assurer, par le biais du fonds de garantie (qui agit non pas en tant qu'organisme de liaison, mais en qualité de fondation de prévoyance), que les avoirs oubliés d'institutions devenues insolubles soient versés aux ayants droit, au même titre que les autres prestations.

Une intervention du fonds de garantie n'a lieu que lorsque l'assuré justifie l'existence des avoirs en question auprès de l'institution de prévoyance liquidée.

Il sied en outre de préciser que les institutions dont il est question sont uniquement des institutions de prévoyance, les institutions de libre passage n'étant pas mentionnées dans le texte de loi.

*Délai référendaire: 9 avril 1999*

---

**Loi fédérale  
sur le libre passage dans la prévoyance professionnelle  
vieillesse, survivants et invalidité  
(Loi sur le libre passage, LFLP)**

Modification du 18 décembre 1998

*L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,  
vu le message du Conseil fédéral du 21 septembre 1998<sup>1</sup>,  
arrête:*

I

La loi du 17 décembre 1993<sup>2</sup> sur le libre passage est modifiée comme suit:

**Section 6a: Obligation d'annoncer, Centrale du 2<sup>e</sup> pilier**

*Art. 24a* Avoirs oubliés

Les institutions de prévoyance et les institutions qui gèrent des comptes ou des polices de libre passage annoncent à la Centrale du 2<sup>e</sup> pilier les avoirs auxquels ont droit les personnes qui ont atteint l'âge de la retraite au sens de l'article 13, 1<sup>er</sup> alinéa, LPP<sup>3</sup>, mais pour lesquels aucun droit n'a encore été exercé (avoirs oubliés).

*Art. 24b* Obligation d'annoncer

1 Les institutions de prévoyance et les institutions qui gèrent des comptes ou des polices de libre passage doivent maintenir un contact périodique avec leurs assurés.

2 Si elles ne peuvent établir ces contacts, elles doivent l'annoncer à la Centrale du 2<sup>e</sup> pilier.

3 En lieu et place, elles peuvent transmettre périodiquement à la Centrale du 2<sup>e</sup> pilier les données de tous les assurés.

*Art. 24c* Contenu de l'annonce

Doivent être annoncés pour chaque assuré:

- a. le nom et le prénom;
- b. le numéro AVS;

---

<sup>1</sup> FF 1998 4873

<sup>2</sup> RS 831.42

<sup>3</sup> RS 831.40

*Loi sur le libre passage*

---

- c. la date de naissance;
- d. le nom de l'institution de prévoyance ou de l'institution qui gère les comptes ou les polices de libre passage.

*Art. 24d* Centrale du 2e pilier

<sup>1</sup> La Centrale du 2<sup>e</sup> pilier est l'organisme de liaison entre les institutions de prévoyance, les institutions qui gèrent des comptes ou polices de libre passage et les assurés.

<sup>2</sup> Elle annonce les avoirs oubliés la Centrale de compensation de l'AVS afin d'obtenir les données permettant l'identification et la localisation des ayants droit.

<sup>3</sup> La Centrale de compensation de l'AVS livre à la Centrale du 2<sup>e</sup> pilier les données suivantes, dans la mesure où elles sont disponibles dans les registres centraux ou dans des dossiers électroniques:

- a. pour les personnes résidant en Suisse, le nom de la caisse de compensation AVS qui verse la rente;
- b. pour les personnes résidant à l'étranger, leur adresse.

<sup>4</sup> La Centrale du 2<sup>e</sup> pilier transmet les données recueillies à l'institution concernée. Elle reçoit les demandes d'assurés concernant leurs avoirs de prévoyance et leur fournit les informations nécessaires à l'exercice de leurs droits.

<sup>5</sup> Les institutions de prévoyance et les institutions qui gèrent des comptes ou des polices de libre passage collaborent avec la Centrale du 2e pilier.

*Art. 24e* Procédure

<sup>1</sup> Le département compétent règle la procédure.

<sup>2</sup> L'office compétent peut édicter des directives techniques. Celles-ci sont contraignantes pour:

- a. les autorités cantonales de surveillance;
- b. les institutions de prévoyance et les institutions qui gèrent des comptes ou des polices de libre passage soumises à la présente loi.

*Art. 24f* Conservation des données

La Centrale du 2<sup>e</sup> pilier conserve les données. Cette obligation s'éteint dix ans après que l'assuré a atteint l'âge de la retraite au sens de l'article 13, 1<sup>er</sup> alinéa, LPP<sup>4</sup>.

## II

*Modification du droit en vigueur*

1. La loi fédérale du 25 juin 1982<sup>5</sup> sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité est modifiée comme suit:

---

<sup>4</sup> RS 831.40

<sup>5</sup> RS 831.40

## Loi sur le libre passage

---

### *Art. 56, 1er al., let. b et f*

<sup>1</sup> Le fonds de garantie assume les tâches suivantes:

- b. il garantit les prestations légales dues par des institutions de prévoyance devenues insolvable ou, lorsqu'il s'agit d'avoirs oubliés, par des institutions liquidées;
- f. il fait office de Centrale du 2<sup>e</sup> pilier pour la coordination, la transmission et le stockage d'informations relatives aux avoirs de prévoyance, conformément aux articles 24a à 24f, LFLP<sup>6</sup>.

### *Art. 59, 3e al.*

<sup>3</sup> Le Conseil fédéral règle le financement des tâches assumées par le fonds de garantie conformément à l'article 56, 1<sup>er</sup> alinéa, lettre f.

2. Le code des obligations<sup>7</sup> est modifié comme suit):

### *Art. 331, 5e al.*

<sup>5</sup> L'employeur livre à la Centrale du 2<sup>e</sup> pilier, sur demande de celle-ci, les informations dont il dispose et qui pourraient permettre de retrouver les ayants droit d'avoirs oubliés ou les institutions qui les gèrent.

### *Art. 342, 1<sup>er</sup> al., let. a*

<sup>1</sup> Sont réservées:

- a. les dispositions de la Confédération, des cantons et des communes concernant les rapports de travail de droit public, sauf en ce qui concerne les articles 331, 5<sup>e</sup> alinéa, et 331a à 131e<sup>8</sup>;

## III

### *Disposition transitoire*

Les articles 24a et 24b s'appliquent également aux institutions qui gèrent des avoirs de prévoyance ou de libre passage générés avant l'entrée en vigueur de la présente modification de la loi du 17 décembre 1993<sup>9</sup>) sur le libre passage.

---

<sup>6</sup> RS 831.42 ; RO...(FF 1998 4988)

<sup>7</sup> RS 220

<sup>8</sup> Si la loi sur l'assurance-maternité devait entrer en vigueur avant la présente modification l'énumération devrait être complétée par les articles 329f et 329g.

<sup>9</sup> RS 831.42 ; RO...(FF 1998 4988)

## Loi sur le libre passage

---

### IV

#### *Référendum et entrée en vigueur*

<sup>1</sup> La présente loi est sujette au référendum facultatif.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral fixe la date de l'entrée en vigueur.

Conseil des Etats, 18 décembre 1998

Conseil national, 18 décembre 1998

Le président: Rhinow

La présidente: Heberlein

Le secrétaire: Lanz

Le secrétaire: Anliker

Date de publication: 30 décembre 1998<sup>10</sup>

Délai référendaire: 9 avril 1999

40207

---

<sup>10</sup> FF 1998 4988